

Courroie de transmission

La propagande de Reporters sans frontières contre Cuba

(par Salim Lamrani ; <http://www.voltairenet.org/fr>)

Alors qu'il se présente comme une association de défense des journalistes, Reporters sans frontières agit comme courroie de transmission de la propagande de Washington. Ainsi, c'est à coup d'approximations et d'intoxs que « RSF » construit dans les médias occidentaux une sombre image de la liberté d'expression à Cuba. Salim Lamrani relève un florilège des derniers mensonges des « défenseurs de la presse » et les replace dans le contexte du plan média de la Maison-Blanche.

30 JANVIER 2008

Reporters sans frontières (RSF) n'en finit plus d'être obsédée par Cuba. Alors que, selon ses propres chiffres, 86 journalistes et 20 collaborateurs des médias ont été assassinés à travers le monde en 2007, que 67 professionnels de la presse ont été enlevés et qu'aucun Cubain ne se trouve sur ces listes, l'organisation parisienne cible de nouveau la plus grande île des Caraïbes [1]. Le secrétaire général de l'entité qui prétend défendre « la liberté de la presse », Robert Ménard, a profité des élections législatives cubaines pour rappeler « le sort dramatique des journalistes emprisonnés [2] ».

Lors d'une conférence de presse tenue à Madrid le 16 janvier 2008, RSF a réitéré « sa demande de libération des vingt-quatre journalistes cubains emprisonnés [...] au prétexte absurde d'être des "mercenaires à la solde des États-Unis" ». L'organisation fait référence aux personnes condamnées par la justice cubaine à des peines allant de six à vingt-huit ans de prison pour association avec une puissance étrangère et mercenariat [3].

RSF qualifie les accusations des autorités d'« absurde[s] » et prétend faire croire à l'opinion publique que les « vingt-quatre journalistes cubains emprisonnés » ne doivent leur situation qu'au caractère hétérodoxe de leur pensée et en aucun cas au fait qu'ils aient violé la loi en acceptant d'être stipendiés par les États-Unis. C'est ce qu'affirme la justice cubaine. Les sceptiques pourraient remettre en cause l'impartialité du système judiciaire cubain. Soit. Il existe cependant une source qui corrobore cette réalité et qui est au-dessus de tout soupçon. En effet, les documents officiels du gouvernement de Washington confirment que les États-Unis recrutent, orientent et financent des individus à Cuba pour promouvoir leur politique étrangère à l'égard du régime révolutionnaire.

Tout d'abord, dès le triomphe de la Révolution cubaine en 1959, les États-Unis ont mis en place une politique destinée à la fabrication d'une opposition à Cuba. Par exemple, lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale tenue le 14 janvier 1960, le sous-secrétaire Livingston Merchant déclara : « Notre objectif est d'ajuster toutes nos actions de manière à accélérer le développement d'une opposition à Cuba [...] ». De son côté, le secrétaire adjoint pour les Affaires interaméricaines, Roy Rubottom, a affirmé que « le programme approuvé [destiné à renverser le gouvernement cubain] nous a autorisé à apporter notre aide à des éléments qui s'opposaient au gouvernement de Castro à Cuba, pour faire croire que sa chute était le résultat de ses propres erreurs [4] ».

De la même manière, le 19 juin 1963, Kennedy a approuvé le « Plan intégré d'action couverte » qui prétendait « maintenir toutes les pressions possibles sur Cuba, et créer et exploiter des situations à Cuba, calculées pour stimuler des éléments dissidents du régime [...] afin de réaliser un coup d'État [5] ».

Cette politique est actuellement toujours en vigueur, à une différence près : ce qui constituait une politique clandestine et secrète dans les années soixante est devenue une politique publique à partir de 1992.

Votée en 1992 par le Congrès états-unien, la loi Torricelli dispose également d'un volet interventionniste et subversif. Par exemple, la section 1705 stipule que « les États-Unis fourniront une assistance, à des organisations non gouvernementales appropriées, pour soutenir des individus et des organisations qui promeuvent un changement démocratique non violent à Cuba [6] ».

Adoptée par l'administration Clinton en 1996, la loi Helms-Burton prévoit également de fédérer, renforcer et financer une opposition interne à Cuba. La section 109 est très claire : « Le Président [des États-Unis] est autorisé à fournir une assistance et offrir tout type de soutien à des individus et des organisations non gouvernementales indépendantes pour soutenir des efforts en vue de construire la démocratie à Cuba [7] ».

Le 6 mai 2004, le Président Bush a rendu public un impressionnant rapport de 454 pages intitulé *Commission for Assistance to a Free Cuba* (Commission de soutien à une Cuba libre). Ce rapport prévoit la mise en place d'un « solide programme de soutien favorisant la société civile cubaine ». Parmi les mesures préconisées, un financement à hauteur de 36 millions de dollars est destiné au « soutien de l'opposition démocratique et au renforcement de la société civile émergente [8] ».

Le 3 mars 2005, Roger Noriega, alors secrétaire assistant pour les Affaires de l'hémisphère occidental de l'administration Bush, a signalé que 14,4 millions de dollars avaient été ajoutés au budget de 36 millions de dollars prévu dans le rapport de 2004. Noriega a même poussé la sincérité jusqu'à dévoiler l'identité de certaines personnes travaillant à l'élaboration de la politique étrangère états-unienne contre Cuba. Il a évoqué les noms de Martha Beatriz Roque, des Dames en blanc et d'Oswaldo Payá [9].

Le 10 juillet 2006, le président Bush a approuvé le nouveau rapport de 93 pages. Le but affiché est clair : rompre l'actuel ordre constitutionnel en vigueur à Cuba. La première mesure adoptée préconise un financement accru des groupes de « dissidents ». Aux 36 millions de dollars prévus dans le premier rapport de 2004 et aux 14,4 millions de dollars additionnels de mars 2005 s'ajoute une nouvelle somme de 31 millions de dollars. Le plan de Bush cite également les personnes chargées de fédérer les forces subversives : Martha Beatriz Roque, Oswaldo Payá, Guillermo Fariñas et les Dames en blanc, entre autres [10].

L'administration Bush a également alloué 24 millions de dollars additionnels à Radio et TV Martí, deux médias propagandistes états-uniens uniquement destinés à promouvoir un « changement de régime », afin d'amplifier les transmissions de programmes subversifs vers Cuba, en violation de la législation internationale qui interdit de violer l'espace hertzien national. Les membres de la « dissidence » cubaine recevront une partie de cette somme pour acquérir et distribuer des équipements radiophoniques et télévisuels permettant de capter les programmes émis depuis les États-Unis. Le plan prévoit également « d'entraîner et d'équiper des journalistes indépendants de la presse écrite, radiophonique et télévisuelle à Cuba [11] ».

Ainsi, les documents officiels états-uniens confirment l'existence d'une politique de subversion et contredisent de manière indiscutable les affirmations de RSF. Par ailleurs, l'organisation parisienne n'hésite aucunement à transformer des délinquants en journalistes pourvu que ces derniers —qui n'avaient jamais eu d'activité journalistique avant d'intégrer le juteux commerce de la dissidence, à deux exceptions près— écrivent quelques lignes acerbes contre le gouvernement de La Havane.

Mais RSF, dont l'agenda est clairement politique, n'en est pas à une contrevérité près. Dans son communiqué, elle déclare que « la population s'apprête à désigner, à défaut d'élire, le 20 janvier 2008, ses représentants à l'Assemblée nationale et au sein des assemblées provinciales », et ajoute que « le scrutin [...] ne saurait, à cet égard, faire illusion. Le pluralisme politique n'est pas à l'ordre du jour et les Cubains n'ont d'autres candidats à "élire" que les 614 représentants, déjà désignés, du Parti communiste cubain, le seul autorisé [12] ».

Le problème est que la législation cubaine interdit formellement au Parti communiste de désigner des candidats. « Aucun parti n'a le droit de présenter des candidats. La postulation des candidats est directement effectuée par les électeurs eux-mêmes lors d'assemblées publiques. Le Parti communiste n'est pas une organisation électorale, et par conséquent, il ne peut ni se présenter aux élections ni désigner des candidats [13] ». D'ailleurs, plus de la moitié des parlementaires qui ont été élus ne sont pas membres du Parti communiste [14]. Dans quel but alors RSF occulte-t-elle cette réalité si ce n'est que pour induire l'opinion publique en erreur et poursuivre sa campagne de diabolisation de Cuba ?

L'organisation de Robert Ménard évoque également « l'état de santé [...] des représentants de la presse dissidente emprisonnés à Cuba » dont certains seraient « très gravement malades ». RSF affirme qu'« aucune nourriture ni aucun soin adaptés ne [leur] sont prodigués en cellule [15] ». L'entité de « défense de la liberté de la presse » n'a point peur du ridicule. En effet, comment un détenu privé d'une alimentation adéquate et d'une attention médicale peut-il survivre en prison ? RSF peut-elle citer le nom d'un seul individu décédé en prison à Cuba pour manque de soins ou défaut d'alimentation ?

Pour quelles raisons RSF souffre-t-elle d'une obsession singulière à l'égard de Cuba ? Est-ce réellement à cause de la situation de la presse ? A l'évidence non car le cas échéant ses priorités seraient l'Irak où 47 journalistes ont été assassinés en 2007, la Somalie où 8 journalistes ont perdu la vie, le Pakistan où 6 journalistes ont péri, le Sri Lanka où trois journalistes ont été exécutés, l'Afghanistan, l'Erythrée, les Philippines, le Népal ou le Mexique où plusieurs journalistes ont également été assassinés, mais en aucun cas Cuba [16].

La réponse se trouve dans le financement de RSF. En effet, l'association est stipendiée par l'organisation d'extrême droite Center for a Free Cuba [17] dont le directeur Franck Calzón est l'ancien dirigeant de la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), une organisation terroriste responsable de nombreux attentats contre Cuba [18]. RSF est également financée par l'officine écran de la CIA qu'est la National Endowment for Democracy [19], dont le but est de promouvoir l'agenda politique de la Maison-Blanche [20].

français Maxime Vivas vient de publier un ouvrage révélateur sur *La face cachée de Reporters sans frontières* dans lequel il dénonce « les fréquentations douteuses, les financements honteux, les hargnes sélectives [...], les mensonges réitérés de Reporters sans frontières, le tout au service d'une cause sans rapport avec les objectifs affichés ». Ce livre, d'une rigueur factuelle remarquable, dévoile au grand jour le double jeu de Robert Ménard et révèle enfin le vrai visage de l'organisation parisienne [21].

Salim Lamrani

Enseignant, écrivain et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les États-Unis. Auteur de *Cuba face à l'empire : Propagande, guerre économique et terrorisme d'État*, dernier ouvrage publié en français : *Double Morale. Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme*.

[1] Reporters sans frontières, « Liberté de la presse : l'année 2007 en chiffres », 2 janvier 2008. (site consulté le 23 janvier 2008).

[2] Reporters sans frontières, « Reporters sans frontières rappelle le sort dramatique des journalistes emprisonnés, à la veille du scrutin législatif », 17 janvier 2008. (site consulté le 20 janvier 2008).

[3] Ibid.

[4] Marion W. Boggs, « Memorandum of Discussion at 432d meeting of the National Security Council, Washington », 14 janvier 1960, Eisenhower Library, Whitman File, NSC Records, Top Secret, in *Foreign Relations of the United States 1958-1960* (Washington : United States Government Printing Office, 1991), pp. 742-743.

[5] Piero Gleijeses, *Misiones en Conflicto. La Habana, Washington y África 1959-1976* (La Havane : Editorial Ciencias Sociales, 2004), p. 37.

[6] *Cuban Democracy Act*, Titre XVII, Section 1705, 1992. Voir également Salim Lamrani, *Double Morale. Cuba l'Union européenne et les droits de l'homme* (Paris : Éditions Estrella, 2008), pp. 45-55.

[7] *Helms-Burton Act*, Titre I, Section 109, 1996.

[8] « Le plan Powell pour l'après-Castro », par Arthur Lepic, *Réseau Voltaire*, 16 juin 2004. En annexe de cet article on trouvera le rapport à télécharger.

[9] Roger F. Noriega, *Assistant Secretary Noriega's Statement Before the House of Representatives Committee on International Relations*, Department of State, 3 mars 2005. (site consulté le 9 avril 2005).

[10] « Le nouveau plan de Bush pour renverser les institutions cubaines », par Salim Lamrani, *Réseau Voltaire*, 2 août 2006. Le rapport cité peut être téléchargé en annexe de cet article.

[11] Ibid., p. 22.

[12] Reporters sans frontières, « Reporters sans frontières rappelle le sort dramatique des journalistes emprisonnés, à la veille du scrutin législatif », op. cit.

- [13] Parlamento cubano, « El sistema electoral cubano : cien preguntas y cien respuestas », 9 février 2007. (site consulté le 26 janvier 2008).
- [14] Pascual Serrano, *El periodismo papagayo*, Rebelión, 21 janvier 2008.
- [15] Reporters sans frontières, « Reporters sans frontières rappelle le sort dramatique des journalistes emprisonnés, à la veille du scrutin législatif », op. cit.
- [16] Reporters sans frontières, « Baromètre de la liberté de la presse 2007. Journalistes tués », 2 janvier 2008. (site consulté le 26 janvier 2008).
- [17] Reporters sans frontières, « Lettre ouverte à ses détracteurs », *Réseau Voltaire*, 12 septembre 2006
- [18] Salim Lamrani, « La Fondation nationale cubano-américaine est une organisation terroriste », *Mondialisation*, 27 juillet 2006.
- [19] « La NED, nébuleuse de l'ingérence "démocratique" », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 22 janvier 2004.
- [20] Robert Ménard, « Forum de discussion avec Robert Ménard », *Le Nouvel Observateur*, 18 avril 2005. (site consulté le 22 avril 2005) ; John M. Broder, « Political Meddling by Outsiders : Not New for U.S. », *The New York Times*, 31 mars 1997, p. 1.
- [21] Maxime Vivas, *La face cachée de Reporters sans frontières. De la CIA aux faucons du Pentagone* (Bruxelles : Aden, 2007).